LETTRE DE PROTESTATION

Arrêtez la criminalisation et l'intimidation contre les jeunes militants en Thaïlande !

mercredi 17 août 2022, par [La Via Campesina](#) (Date de rédaction antérieure : 3 août 2022).

La détention sans procès et le refus de la libération sous caution sont une injustice ! Les jeunes ont le droit de participer de la construction de l'avenir de leur société et de leur pays

Au Premier Ministre, Le Gouvernement de la Thaïlande
Au Président, la Cour Suprême de Thaïlande

Nous, La Via Campesina, le mouvement paysan international, exprimons notre profonde inquiétude quant à l'intimidation, la détention et la criminalisation continues de jeunes activistes et de leaders paysan·nes qui ont pris part aux mouvements pro-démocratie et pour les droits des paysan·nes en Thaïlande.

Nous sommes informés qu'au moins 20 jeunes ont été détenus sans procès pour leur engagement dans les actions politiques visant à réclamer la démocratie et la réforme de la monarchie. Ces jeunes font maintenant face à de lourdes accusations de sédition, de cybercriminalité, de lèse-majesté et de violation du décret d'urgence.

Au moment de la publication de cette lettre, ces jeunes n'ont pas obtenu le droit d'être libérés sous caution. Trois jeunes détenus sont en grève de la faim. Deux d'entre eux sont des jeunes femmes qui ont cessé de manger depuis plus de 50 jours.

La détention sans procès, le refus du droit à la liberté sous caution et l'intimidation sont essentiellement la stratégie que les gouvernements autoritaires utilisent pour créer la peur chez les jeunes militant·es afin de les réduire au silence et de supprimer leurs libertés. Nous constatons que cela se produit également dans le monde entier, dans d'autres luttes et dans la vie quotidienne des paysan·nes et des travailleur·euses.

Parmi les personnes détenues figure Katanyu Muenkhamruang, emprisonnée il y a deux semaines. Katanyu est une jeune dirigeante qui participe aux activités de l'Assemblée des Pauvres (The Assembly of the Poor - AOP). L'AOP est une organisation membre de La Via Campesina en Thaïlande. Elle est une ancienne élève de l'école nationale Florestan Fernandes pour les jeunes leaders du Mouvement des Sans Terre (MST), organisation du Brésil elle aussi, membre de La Via Campesina. La jeune militante avait également participé à la première assemblée asiatique des jeunes de La Via Campesina il y a quelques années. Comme d'autres jeunes prisonniers politiques, son droit à la libération sous caution lui a été refusé à plusieurs reprises.

De plus, nous avons également reçu la nouvelle que Nisapun Muenram, la représentante des jeunes de l'Assemblée des Pauvres dans le Collectif des Jeunes d'Asie de La Via Campesina, a été intimidée par la police. La police s'est rendue au domicile de Nisapun, en invoquant sa participation à la

manifestation du 27 juillet, qui réclamait le droit à la liberté sous caution pour les jeunes dissident·es politiques. Bien qu'elle soit maintenant en sécurité, elle est en danger à cause de ces tactiques d'intimidation.

La jeunesse, gardienne de notre avenir, a le droit et la légitimité de participer à des actions politiques pour déterminer et réaliser un monde socialement juste. En tant que mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire et les droits des paysan·nes, nous condamnons la criminalisation et l'intimidation des jeunes en Thaïlande.

La Via Campesina souhaite également exprimer sa solidarité avec les jeunes courageux et courageuses de Thaïlande. Il·elles ne sont pas seul·es dans leur lutte. Il y a d'innombrables jeunes et mouvements dans de nombreuses parties de la planète qui partagent les mêmes rêves de créer un monde meilleur.

La Via Campesina demande au gouvernement et à la Cour suprême de Thaïlande de mettre fin à la criminalisation et à l'intimidation des jeunes et de garantir leur libération inconditionnelle. La dissidence n'est pas un crime.

Nous exigeons des espaces publics sûrs pour que le peuple thaïlandais, y compris les jeunes, puisse exprimer son droit à la liberté d'opinion et d'expression. Nous défendons le droit du peuple à la liberté de réunion pacifique et d'association, tel qu'il est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). Le gouvernement doit protéger et faire respecter ces droits humains afin que ces jeunes puissent construire l'avenir de leur société et de leur pays.

Bagnolet, 03 août 2022

La Via Campesina

P.-S.

- La Via Campesina 5 AOÛT 2022 : <https://viacampesina.org/fr/arretez-la-criminalisation-et-lintimidation-contre-les-jeunes-militants-en-thaïlande/>